

Rapport annuel et final de mise en œuvre pour l'objectif «Investissement pour la croissance et l'emploi»

PARTIE A

IDENTIFICATION DU RAPPORT ANNUEL/FINAL DE MISE EN ŒUVRE

CCI	2014FR16RFOP001
Intitulé	Programme Opérationnel Interrégional FEDER Alpes 2014-2020
Version	2016.0
Date d'approbation du rapport par le comité de suivi	29 juin 2017

Non validé

2. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 3, POINT A), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

2.1. Key information on the implementation of the operational programme for the year concerned, including on financial instruments, with relation to the financial and indicator data.

L'assemblée Plénière du Conseil Régional a adopté en Avril 2016 une délibération portant sur la stratégie de programmation interfonds FEDER, FSE et POIA. Concernant le POIA, dédié au soutien des acteurs du massif des Alpes, tant en Provence Alpes Côte d'Azur qu'en Auvergne Rhône Alpes, la dynamisation de la programmation sur ces espaces est un enjeu fort. Elle a été permise durant 2016, suite aux étapes de sélection des Espaces Valléens conduites jusqu'en début 2016.

Au regard des difficultés des stations de moyenne montagne, la Région a décidé de mettre l'accent sur la diversification touristique hors saison hivernale, conformément aux objectifs de l'axe 1 du Programme Opérationnel.

Les autres appels POIA relatifs à la filière bois, à la gestion des risques, ainsi qu'à la protection de la biodiversité ont été poursuivis au rythme nécessaire pour se prémunir du risque de perte de crédits FEDER.

Les crédits Etat/ Région inscrits au titre de la Convention Inter Régionale du Massif des Alpes ont fourni l'essentiel des contreparties FEDER.

Un important travail de pilotage avec les partenaires a été conduit pour coordonner l'instruction des dossiers co-financés par des crédits régionaux et/ou nationaux. En 2016, ce travail a notamment été réalisé dans le cadre de 8 réunions de Cellules d'Animations Techniques Conjointes : transversales, souvent délocalisées et réunissant l'ensemble du partenariat en fonction d'ordres du jour établis conjointement, elles ont permis de faire vivre concrètement le partenariat. Les calendriers de comitologie CIMA et POIA ont également été coordonnés pour optimiser la fluidité de la programmation des dossiers présentés.

Sur l'année 2016, 6 appels à propositions ont été lancés permettant de poursuivre la programmation sur les 3 axes et les 4 priorités d'investissement du Programme. A fin décembre 2016 à l'issue de 4 Comités Interrégionaux de Programmation par voie électronique le taux de programmation global est de 28 %. Au total, 162 dossiers ont ainsi été déposés dont 116 dossiers recevables avec un taux de recevabilité qui s'établit à 71,6 %. 25 dossiers déclarés irrecevables ont ainsi été redéposés consécutivement à une prise d'arrêté par le Président en juillet afin d'optimiser la mise en œuvre du programme.

65 dossiers ont été présentés à la programmation pour un coût total éligible de projets de 20 921 056,90 € et un montant FEDER de 7 216 223,83 € en tenant compte des reprogrammations.

En matière de certification de dossiers, en 2016 31 demandes de paiement ont été reçues représentant un montant total de 2 410 251,46 €. 4 Certificats de Service Fait ont été établis, validés et transmis à l'autorité de certification pour un montant total de 227 896.

Les irrégularités constatées relèvent de la typologie suivante :

- Dépenses présentées non prévues dans les postes de dépenses conventionnés : 1 occurrence pour 306,00 €
- Non respect des règles spécifiques d'éligibilité conformément à l'article 7 de l'arrêté pris en application du décret d'éligibilité des dépenses : occurrences pour 3 288,31 €
- Non respect des dates d'éligibilité des dépenses prévues dans l'acte attributif de l'aide : 1 occurrence pour 3 417,60 €

Deux opérations en sous-réalisation

Non validé

3. RÉALISATION DE L'AXE PRIORITAIRE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

3.1. Vue d'ensemble de la réalisation

ID	Axe prioritaire	Informations clés sur la mise en œuvre de l'axe prioritaire avec référence aux principaux développements, aux problèmes majeurs et aux mesures prises pour traiter ces derniers.
1	Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne	<p>52 projets ont été programmés au titre de l'axe 1 « Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne »</p> <p>44 dossiers ont été programmés dans le cadre de l'Objectif Spécifique 1 : « Accroître la découverte estivale du Massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel » et 8 dossiers dans le cadre de l'Objectif Spécifique 2 « Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines » représentant 5 392 367,43 € de FEDER en tenant compte des reprogrammations qui représentent quant à elles 11 dossiers.</p>
2	Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction	12 dossiers ont été programmés sur l'Axe 2 OS3 représentant 1 666 040,40 € pour un coût total éligible de projets de 8 617 714,21 € ; un dossier a été reprogrammé.
3	Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels	2 dossiers ont été programmés pour 157 816 € de FEDER et 315 632 € de coût total éligible.
4	Assistance technique du programme	POIA – CIRP du 21/03/2016 – 419 553,90€ participation UE

3.2. Indicateurs communs et spécifiques au programme [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axes prioritaires, à l'exclusion de l'assistance technique

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	Observations
F	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	Plus développées	110,00			0,00			
S	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	Plus développées	110,00			153,00			
F	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	Plus développées	110,00			0,00			
S	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	Plus développées	110,00			81,00			
F	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	Campagne de promotion interrégionale	Plus développées	18,00			0,00			
S	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	Campagne de promotion interrégionale	Plus développées	18,00			1,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
-----	----	------------	------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	0,00			0,00		
S	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	26,00			0,00		
F	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	0,00			0,00		
S	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	56,00			0,00		
F	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	0,00			0,00		
S	IR3	Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel	11,00			0,00		

Non Validé

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6c - Conserver, protéger, favoriser et développer le patrimoine naturel et culturel
Objectif spécifique	OS1 - Accroître la découverte estivale du massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
Ir1	Nombre de nuitées touristiques estivales	Nuitée	Plus développées	50 798 000,00	2012	53 340 000,00	42 049 000,00		<p>Les données inscrites au POIA ont été calculées sur une base de nuitées marchandes et non marchandes sur les départements entièrement éligibles (04, 05, 73, 74 et 38) par la méthode des flux (extrapolation du nombre de nuitées par le recensement des mouvements de personnes et de véhicules entrant et sortant d'un espace touristique étudié), à partir de données fournies par les CRT.</p> <p>Valeur de référence POIA 2012 : 50 798 000 nuitées Valeur CRT PACA+AURA 2016 : 42 049 000 nuitées</p> <p>Cette diminution du nombre de nuitées entre 2012 et 2016 est à mettre en perspective avec une baisse connue au niveau de l'ensemble des régions. Par exemple, entre 2015 et 2016, la Région PACA a connu une baisse de 3,1% de nuitées estivales contre une baisse de 1,1% uniquement pour les départements alpins (Hautes-Alpes et Alpes de Haute Provence).</p>

ID	Indicateur	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
----	------------	------------	------------------	------------	------------------

Ir1	Nombre de nuitées touristiques estivales	50 798 000,00		50 798 000,00	
-----	--	---------------	--	---------------	--

Non validé

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	Observations
F	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	Plus développées	25,00			0,00			
S	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	Plus développées	25,00			50,00			
F	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	Ouvrages de restauration	Plus développées	4,00			0,00			
S	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	Ouvrages de restauration	Plus développées	4,00			10,00			
F	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	plans d'actions	Plus développées	27,00			0,00			
S	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	plans d'actions	Plus développées	27,00			19,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou	0,00			0,00		

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
		protection de la biodiversité soutenus						
S	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	35,00			0,00		
F	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	0,00			0,00		
S	IR5	Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus	4,00			0,00		
F	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	0,00			0,00		
S	IR6	Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus	4,00			0,00		

Non Validé

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
Priorité d'investissement	6d - Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes
Objectif spécifique	OS2 - PROTEGER LA BIODIVERSITE ET LES CONTINUITES ECOLOGIQUES ALPINES

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
Ir2	Taux d'espèces naturelles d'intérêt communautaire menacées sur les Alpes	Pourcentage	Plus développées	53,00	2012	50,00	58,00		La valeur de l'indicateur est de 58 % en 2017 contre 53 % en 2012 (il a été noté 53 % dans le PO mais visiblement il y a eu une petite erreur). Cette variation vient principalement du fait de l'actualisation des nouvelles listes rouges parues entre 2015 et 2017, elle n'est donc pas très significative.

ID	Indicateur	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
Ir2	Taux d'espèces naturelles d'intérêt communautaire menacées sur les Alpes	53,00		53,00	

Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	Observations
F	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	Plus développées	110,00			0,00			
S	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Entreprises	Plus développées	110,00			119,00			
F	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	Plus développées	63,00			0,00			
S	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	Entreprises	Plus développées	63,00			37,00			
F	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	Plus développées	110,00			0,00			
S	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	Entreprises	Plus développées	110,00			218,00			
F	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	Plus développées	15 120 000,00			0,00			
S	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	EUR	Plus développées	15 120 000,00			0,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	0,00			0,00		
S	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	0,00			0,00		
F	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	0,00			0,00		
S	CO02	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	0,00			0,00		
F	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	0,00			0,00		
S	CO04	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	0,00			0,00		
F	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	0,00			0,00		
S	CO06	Investissement productif: investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (subventions)	0,00			0,00		

Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
Priorité d'investissement	3d - Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux ainsi qu'à s'engager dans les processus d'innovation
Objectif spécifique	OS3 - ACCROITRE L'OFFRE CERTIFIEE DE BOIS D'OEUVRE ALPIN TRANSFORME LOCALEMENT

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
Ir3	Nombre d'entreprises alpines de transformation de bois d'œuvre certifiées « Bois des Alpes »	Entreprise	Plus développées	24,00	2014	85,00	24,00		

ID	Indicateur	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
Ir3	Nombre d'entreprises alpines de transformation de bois d'œuvre certifiées « Bois des Alpes »	24,00		24,00	

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	Observations
F	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	Plus développées	33,00			0,00			
S	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	Plus développées	33,00			9,00			
F	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	réunion	Plus développées	16,00			0,00			
S	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	réunion	Plus développées	16,00			6,00			
F	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	Plus développées	6,00			0,00			
S	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	Plus développées	6,00			5,00			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
-----	----	------------	------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	0,00			0,00		
S	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	0,00			0,00		
F	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	0,00			0,00		
S	IR8	Nombre de réunions interrégionales multipartenariales consacrées à la gestion des risques naturels sur les Alpes	0,00			0,00		
F	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	0,00			0,00		
S	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	0,00			0,00		

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
Priorité d'investissement	5b - Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe
Objectif spécifique	OS4 - Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
Ir9	Taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels	pourcentage	Plus développées	7,00	2014	14,40	7,00		

ID	Indicateur	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
Ir9	Taux de la population alpine concernée par une démarche de gestion intégrée des risques naturels	7,00		7,00	

Axes prioritaires pour l'assistance technique

Tableau 3A: Indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire, priorité d'investissement, ventilés par catégorie de région pour le FEDER)

Axe prioritaire	4 - Assistance technique du programme
-----------------	---------------------------------------

(1)	ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur cible (2023) - Total	Valeur cible (2023) - Hommes	Valeur cible (2023) - Femmes	2016 Total	2016 Hommes	2016 Femmes	Observations
F	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	séminaires		6,00			0,00			
S	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	séminaires		6,00			8,00			
F	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	pourcentage		2,00			0,00			
S	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	pourcentage		2,00			0,00			
F	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	Equivalent temps plein		5,50			0,00			
S	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	Equivalent temps plein		5,50			6,90			

(1) S=Opérations retenues, F=Opérations totalement réalisées

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	0,00			0,00		
S	IRat1	Séminaires organisés à destination des bénéficiaires potentiels	0,00			0,00		

(1)	ID	Indicateur	2015 Total	2015 Hommes	2015 Femmes	2014 Total	2014 Hommes	2014 Femmes
F	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00			0,00		
S	IRat2	Taux d'erreurs constatées suite aux audits menés aux différents niveaux de contrôle	0,00			0,00		
F	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	0,00			0,00		
S	IRat3	Nombre moyen d'ETP affecté à l'assistance technique du POIA	0,00			0,00		

Non validé

Axe prioritaire	4 - Assistance technique du programme
Objectif spécifique	OSat - OS : Mettre en œuvre un pilotage par les résultats, une gestion efficace et sécurisée du FEDER et accroître la lisibilité des actions co-financées par le POIA

Tableau 1: Indicateurs de résultat pour le FEDER et le Fonds de cohésion (par axe prioritaire et objectif spécifique); s'applique aussi à l'axe prioritaire d'assistance technique

ID	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible 2023	2016 Total	2016 Qualitative	Observations
1	Nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement	porteurs de projets					109,00		
2	Sentiment d'information sur les projets soutenus par l'UE sur les Alpes	Taux d'information							L'enquête est en cours. La valeur actualisée de l'indicateur sera ajoutée au RAMO dès la réception le 22 juin.

ID	Indicateur	2015 Total	2015 Qualitative	2014 Total	2014 Qualitative
1	Nombre de porteurs de projets renseignés en amont d'une demande de financement	108,00		0,00	
2	Sentiment d'information sur les projets soutenus par l'UE sur les Alpes	16,00		16,00	

Tableau 3B: Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du programme opérationnel net de soutien multiple aux mêmes entreprises

Indicateur	Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien du PO net de soutien multiple
CO02 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant de subventions	
CO01 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	
CO04 - Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien non financier	

Tableau 5: Informations sur les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance

Axe prioritaire	Ind type	ID	Indicator	Unité de mesure	Fund	Category of region	2016 Cum total	2016 Cum men	2016 Cum women	2016 Annual total	2016 Annual total men	2016 Annual total women
1	F	IF1	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées						
1	O	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDE R	Plus développées						
1	O	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	FEDE R	Plus développées						
1	O	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	FEDE R	Plus développées						
2	F	IF2	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées						
2	O	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Enterprises	FEDE R	Plus développées						
3	F	IF3	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées						
3	O	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	FEDE R	Plus développées						
3	O	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	FEDE R	Plus développées						

Axe prioritaire	Ind type	ID	Indicator	Unité de mesure	Fund	Category of region	2015 Cum total	2014 Cum total	Observations
1	F	IF1	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées			
1	O	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDE R	Plus développées			

Axe prioritaire	Ind type	ID	Indicator	Unité de mesure	Fund	Category of region	2015 Cum total	2014 Cum total	Observations
1	O	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	FEDE R	Plus développées			
1	O	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	FEDE R	Plus développées			
2	F	IF2	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées			
2	O	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Enterprises	FEDE R	Plus développées			
3	F	IF3	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées			
3	O	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	FEDE R	Plus développées			
3	O	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	FEDE R	Plus développées			

Axe prioritaire	Ind type	ID	Indicator	Unité de mesure	Fund	Category of region	Milestone for 2018 total	Milestone for 2018 men	Milestone for 2018 women	Final target (2023) total	Final target (2023) men	Final target (2023) women
1	F	IF1	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées	10468800			43 620 000,00		
1	O	IR1	Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus	Plans d'actions	FEDE R	Plus développées	55			110,00		
1	O	IR2	Nombre d'infrastructures de mise en valeur patrimoniale soutenues	infrastructures	FEDE R	Plus développées	30			110,00		
1	O	IR4	Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus	programmes	FEDE R	Plus développées	5			25,00		

Axe prioritaire	Ind type	ID	Indicateur	Unité de mesure	Fund	Category of region	Milestone for 2018 total	Milestone for 2018 men	Milestone for 2018 women	Final target (2023) total	Final target (2023) men	Final target (2023) women
2	F	IF2	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées	2880 000			12 000 000,00		
2	O	CO01	Investissement productif: nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien	Enterprises	FEDE R	Plus développées	80			110,00		
3	F	IF3	Indicateur financier	€	FEDE R	Plus développées	2 400 000			10 000 000,00		
3	O	IR7	Nombre de plan d'actions annuels de gestion intégrée des risques naturels soutenus	plans d'actions	FEDE R	Plus développées	16			33,00		
3	O	IR9	Nombre de partenariats scientifiques et opérationnels pour la gestion des risques naturels	partenariat	FEDE R	Plus développées	1			5,00		

Non Validé

Données financières [article 50, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Tableau 6: Informations financières au niveau de l'axe prioritaire et du programme

(as set out in Table 1 of Annex II to Commission Implementing Regulation (EU) No 1011/2014 (Model for the transmission of financial data))

Axe prioritaire	Fonds	Catégorie de région	Base de calcul	Financement total	Taux de cofinancement	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Proportion de la dotation totale couverte avec les opérations sélectionnées	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'autorité de gestion	Proportion de la dotation totale couverte par les dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires	Nombre d'opérations sélectionnées
1	FEDE R	Plus développées	Total	43 620 000,00	50,00	16 328 692,10	37,43%	12 382 071,66	2 081 602,07	4,77%	86
2	FEDE R	Plus développées	Total	12 000 000,00	50,00	8 617 714,21	71,81%	2 697 083,32	161 493,43	1,35%	12
3	FEDE R	Plus développées	Total	10 000 000,00	50,00	315 632,00	3,16%	252 505,00	0,00	0,00%	2
4	FEDE R	Plus développées	Total	2 380 000,00	50,00	839 107,81	35,26%	419 553,90	452 017,05	18,99%	1
Total	FEDE R	Plus développées		68 000 000,00	50,00	26 101 146,12	38,38%	15 751 213,88	2 695 112,55	3,96%	101
Total général				68 000 000,00	50,00	26 101 146,12	38,38%	15 751 213,88	2 695 112,55	3,96%	101

Tableau 7: Ventilation des données financières cumulées par catégorie d'intervention pour le FEDER, le FSE et le Fonds de cohésion [article 112, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE) n° 1303/2013 et article 5 du règlement (UE) n° 1304/2013]

Axe prioritaire	Caractéristiques des dépenses		Catégorisation par dimension								Données financières			
	Fonds	Catégorie de région	Domaine d'intervention	Forme de financement	Dimension territoriale	Mécanisme d'application territorial	Dimension «objectif thématique»	Thème secondaire FSE	Dimension économique	Dimension «localisation»	Coût total éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Coût public éligible des opérations sélectionnées pour un soutien	Total des dépenses éligibles déclarées par les bénéficiaires à l'autorité de gestion	Nombre d'opérations retenues
1	FEDER	Plus développées	085	01	03	07	06			FR71	2 398 419,68	1 803 297,73	297 059,96	6
1	FEDER	Plus développées	085	01	03	07	06			FR82	2 451 736,30	1 965 957,85		7
1	FEDER	Plus développées	091	01	03	07	06			FR82	292 175,00	230 541,50		1
1	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	06			FR71	5 305 328,49	3 737 949,66	955 791,14	34
1	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	06			FR82	5 881 032,63	4 644 324,92	828 750,97	38
2	FEDER	Plus développées	001	01	03	07	03			FR71	6 710 777,90	1 265 937,80		5
2	FEDER	Plus développées	001	01	03	07	03			FR82	647 533,98	428 107,67	161 493,43	3
2	FEDER	Plus développées	063	01	03	07	03			FR71	1 007 542,33	801 548,85		3
2	FEDER	Plus développées	063	01	03	07	03			FR82	251 860,00	201 489,00		1
3	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	05			FR71	207 632,00	166 105,00		1
3	FEDER	Plus développées	097	01	03	07	05			FR82	108 000,00	86 400,00		1
4	FEDER	Plus développées	121	01	01	07				FR82	839 107,81	419 553,90	452 017,05	1

Table 8: The use made of cross-financing

1	2	3	4	5	6
Use of cross-financing	Priority axis	The amount of EU support envisaged to be used for cross financing based on selected operations (EUR)	Share of the total EU financial allocation to the priority axis (%) (3/total financial allocation to priority axis*100)	Eligible expenditure used under cross financing declared by the beneficiary to the managing authority (EUR)	Share of the total financial allocation to the priority axis (%) (5/total financial allocation to priority axis*100)

Table 9: Cost of operations implemented outside the programme area (the ERDF and the Cohesion Fund under the Investment for growth and jobs goal)

1	2	3	4	5
Priority axis	The amount of support envisaged to be used for operations implemented outside the programme area based on selected operations (EUR)	Share of the total financial allocation to the priority axis (%) (3/total financial allocation to priority axis*100)	Eligible expenditure incurred in operations implemented outside the programme area declared by the beneficiary to the managing authority (EUR)	Share of the total financial allocation to the priority axis (%) (5/total financial allocation to priority axis*100)

Tableau 10: Dépenses supportées en dehors de l'Union (FSE)

Montant des dépenses qu'il est envisagé de supporter en dehors de l'Union au titre des objectifs thématiques 8 et 10 sur la base des opérations retenues (en euros)	Part de la dotation totale (participation de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds [1/dotation totale (contribution de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds*100]	Dépenses éligibles supportées en dehors de l'Union déclarées par le bénéficiaire à l'autorité de gestion (en euros)	Part de la dotation totale (participation de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds [3/dotation totale (contribution de l'Union et nationale) allouée au programme du FSE ou part du FSE dans un programme multi-fonds*100]

Non validé

4. SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS

Synthèse des résultats de toutes les évaluations du programme qui sont devenues disponibles au cours de l'exercice précédent, avec mention du nom et de la période de référence des rapports d'évaluation utilisés

RAS – Pas d'évaluations finalisées au cours de l'année 2016.
--

Non validé

6. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES **[ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]**

a) Problèmes entravant la réalisation du programme ainsi que les mesures prises

La non stabilisation du progiciel SYNERGIE avait contraint en 2015 à programmer sans que les dépôts ni les instructions ne puissent être saisis dans l'outil informatique en 2015 ni sur une partie de l'année 2016. En 2016 un important plan de reprise a ainsi été mis en œuvre tant sur le dépôt que sur les phases d'instruction, programmation et reprogrammation des dossiers déposés en 2015 et en 2016. Ce travail a mobilisé 2 agents pendant 3 mois en 2016 : 56 dossiers 2015 et 163 dossiers 2016 étaient concernés en dépôt ; 30 dossiers 2015 et 44 dossiers 2016 en instruction programmation ; 16 dossiers 2015 et 27 dossiers 2016 en ré instruction reprogrammation pour corrections d'erreurs matérielles ou demandes à l'initiative des porteurs.

D'une manière générale les dossiers présentés dans le cadre du POIA le sont par des porteurs financièrement et administrativement fragiles ; c'est notamment le cas pour les espaces valléens ou pour les entreprises de la filière bois.

Le nombre de dossiers est plus important pour un montant FEDER sollicité par dossier moindre que sur les autres axes et que sur le PO régional. 46 dossiers déposés en 2016 étaient ainsi encore au stade de dépôt ou en cours d'instruction à fin 2016.

La nouvelle répartition des compétences inscrite dans la Loi NOTRe a également induit une modification dans les champs de compétences des Collectivités se traduisant par une réticence de certains porteurs de projet public à s'engager dans des projets pluri annuels. Par ailleurs, la mise en œuvre de la Loi NOTRe au 1er janvier 2017 induisant nombre de recompositions territoriales se traduisant par des fusions/absorptions/disparitions /créations d'EPCI a fortement ralenti le rythme de programmation. Une information préalable sur les conséquences pour les dossiers déposés a été circularisée aux porteurs de projets publics et privés potentiellement impactés.

S'agissant spécifiquement de l'Axe 1 et du dispositif des Espaces Valléens, la principale difficulté a résidé dans le volume important de dossiers déposés, au nombre de 60, sans avoir nécessairement été visés par les animateurs des espaces valléens ni priorisés par leurs comités de pilotage. Une demande de priorisation à destination des structures d'animation des Espaces Valléens a ainsi dû être circularisée par courrier pour fluidifier l'instruction.

Les structures porteuses de ces dossiers sont souvent soumises à l'ordonnance de juillet 2015 et rencontrent des difficultés dans son application.

Une autre difficulté a été rencontrée dans le cadre du partenariat interrégional en 2016 liée au changement en Région Rhône Alpes suite à la fusion des deux Régions Auvergne et Rhône Alpes a posé des problèmes de stabilisation des plans de

financement des dossiers instruits dans la mesure où le changement de politique de la Région a entraîné un désengagement du financement de l'animation des dossiers portés par les espaces valléens. Le partenariat a suppléé, pour partie financièrement à ce désengagement suite à des discussions conduites dans le cadre des cellules d'animation technique conjointes, mais les délais d'instruction s'en sont vus allongés.

Dans le même registre les Cellules d'Animation technique conjointe ont contribué à minimiser la complexité d'articulation avec la CIMA particulièrement dans la priorisation et le cadencage des dossiers à l'instruction sur les deux fonds.

Non validé

b) Une évaluation permettant de déterminer si les progrès accomplis pour atteindre les valeurs cibles sont suffisants pour garantir leur réalisation, qui indique les éventuelles mesures correctrices prises ou prévues, le cas échéant.

Des réunions ont été réalisées en avril 2016 sur le massif à Gap et à Grenoble pour favoriser la programmation de projets sur les OS 3 et OS4. Ces réunions ont été organisées avec le partenariat et ont reçu un bon accueil des porteurs de projets. Dans le cadre de l'animation du dispositif Espaces Valléens sur l'OS1, une réunion à Susville (38) en juin et un séminaire à Pelvoux (05) à l'automne sont tenus en 2016 permettant d'explicitier notamment le circuit d'instruction, les contraintes des dossiers de demande de financement européens, comme de partager méthodes et perspectives en matière d'évaluation.

Non validé

7. RÉSUMÉ À L'INTENTION DES CITOYENS

Un résumé du contenu du rapport annuel et du rapport final de mise en œuvre à l'intention des citoyens doit être mis à la disposition du public et transféré dans un fichier séparé sous la forme d'une annexe au rapport annuel et au rapport final de mise en œuvre.

Vous pouvez charger/trouver le résumé à l'intention des citoyens via l'onglet Général > Documents dans l'application SFC2014

Non validé

8. RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Non Validé

9. FACULTATIF POUR LE RAPPORT À PRÉSENTER EN 2016, SANS OBJET POUR LES AUTRES RAPPORTS ALLÉGÉS: ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE

Tableau 14: Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante générales applicables

Conditions ex ante générales	Critères non respectés	Mesures prises	Date limite	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Critères remplis	Date prévue pour la mise en œuvre totale des actions restantes	Commentaire
------------------------------	------------------------	----------------	-------------	-------------------------	--------------------------------	------------------	--	-------------

Non validé

Tableau 15: Actions menées pour satisfaire aux conditions ex ante thématiques applicables

Conditions ex ante générales	Critères non respectés	Mesures prises	Date limite	Organismes responsables	Action achevée dans les délais	Critères remplis	Date prévue pour la mise en œuvre totale des actions restantes	Commentaire
------------------------------	------------------------	----------------	-------------	-------------------------	--------------------------------	------------------	--	-------------

10. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉLABORATION ET LA RÉALISATION DE GRANDS PROJETS ET DE PLANS D'ACTION COMMUNS
[ARTICLE 101, POINT H), ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 3, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

10.1. Grands projets

Tableau 12: Grands projets

Projet	CCI	Statut du GP	Total des investissements	Coûts totaux éligibles	Date de notification/soumission prévue	Date d'accord/approbation tacite par la Commission	Date prévue pour le début de la mise en œuvre (année, trimestre)	Date d'achèvement prévue	Axes prioritaires/priorités d'investissement	État d'avancement actuel - progrès financiers (% des dépenses certifiées auprès de la Commission par rapport au coût total éligible)	État d'avancement actuel - progrès physiques - Principale phase de mise en œuvre du projet	Résultats principaux	Date de signature du premier marché de travaux	Observations

Problèmes importants rencontrés dans la mise en œuvre des grands projets et mesures prises pour y faire face

--

Non Validé

Toute modification prévue de la liste des grands projets figurant dans le programme opérationnel

--

Non Validé

10.2. Plans d'action communs

Progrès accomplis

--

Non Validé

Tableau 13: Plans d'action communs (PAC)

Intitulé du PAC	CCI	Phase de mise en œuvre du PAC	Montant total des coûts éligibles	Total de l'aide publique	Contribution du PO au PAC	Axe prioritaire	Type de PAC	Soumission [prévue] à la Commission	Date [prévue] pour le début de la mise en œuvre	Fin [prévue]	Principaux résultats et réalisations	Total des dépenses éligibles certifiées auprès de la Commission	Observations
-----------------	-----	-------------------------------	-----------------------------------	--------------------------	---------------------------	-----------------	-------------	-------------------------------------	---	--------------	--------------------------------------	---	--------------

Problèmes importants rencontrés et mesures prises pour y faire face

--

Non Validé

PARTIE B

RAPPORTS PRÉSENTÉS EN 2017 ET 2019 ET RAPPORT FINAL DE MISE EN ŒUVRE [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

11. ÉVALUATION DE LA RÉALISATION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 4, ET ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

11.1. Informations de la partie A et réalisation des objectifs du programme [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axe prioritaire	1 - Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne
-----------------	--

Avec 21,81 M€ de FEDER, l'axe 1 est le mieux doté du programme, représentant 64,15% de la maquette POIA en montant total et FEDER.

Au 31 décembre 2016, l'axe affiche un taux de programmation cumulé de 21.66% de FEDER. Ainsi, avec 7,36M€ de FEDER programmé, l'axe 1 représente 1/3 des crédits FEDER programmés de l'ensemble du POIA et 85% du total des projets programmés, avec 86 projets.

En 2016, 5 nouveaux espaces valléens ont été sélectionnés (comité de sélection du 21 novembre 2016 pour valider les stratégies), portant à 35 le nombre d'espaces valléens. Les premières actions mises en œuvre par les espaces valléens ont été programmées en décembre 2016.

52 projets ont été programmés au titre de l'axe 1 « Protéger et valoriser les ressources alpines pour un développement durable des territoires de Montagne » dont 44 dossiers ont été programmés dans le cadre de l'Objectif Spécifique 1 : « Accroître la découverte estivale du Massif par la valorisation du patrimoine naturel et culturel » et 8 dossiers dans le cadre de l'Objectif Spécifique 2 « Protéger la biodiversité et les continuités écologiques alpines » représentant 5 392 367,43 € de FEDER en tenant compte des reprogrammations qui représentent quant à elles 11 dossiers.

Outre les dossiers d'ingénierie et d'animation des 35 espaces valléens, 2016 aura vu la programmation sur la PI6c des premiers dossiers inscrits aux plans d'actions des dits espaces valléens présentant des actions structurantes pour le tourisme hors saison hivernale de ces territoires. A noter celui déposé par le Conservatoire des Espaces Naturels de Savoie, complémentaire d'un dossier programmé en 2015 sur la PI6d, et traitant du volet touristique de la préservation des espèces, milieux, continuités et paysages des grands lacs alpins.

Le Conservatoire Botanique Alpin a quant à lui présenté au titre de la PI6d 2 projets structurants de protection et de valorisation de la biodiversité alpine autour des thématiques de connaissance de la bryoflore et de conservation de la flore patrimoniale.

L'avancée des valeurs des indicateurs pour l'OS1 est plutôt bonne. En particulier, les valeurs conventionnées dépassent les valeurs cibles pour les **deux indicateurs du**

cadre de performance. La valeur de l'indicateur « **Nombre de plans d'actions territoriaux annuels soutenus** » est due pour l'essentiel à **un seul projet**, le « Programme pluriannuel de qualification de l'offre touristique dans les parcs nationaux alpins » porté par le Parc national du Mercantour.

Concernant l'indicateur « **Nombre de campagnes de promotion interrégionale d'un produit de valorisation du patrimoine naturel et culturel** », le projet "**Grand tour des Ecrins**" contribue pour l'essentiel à la valeur de l'indicateur (valeur conventionnée : 8). La valeur réalisée concerne le projet "Valorisation du patrimoine audiovisuel alpin".

Sur l'OS2, les valeurs conventionnées s'approchent ou dépassent les valeurs cibles, notamment pour **l'indicateur du cadre de performance** où la valeur conventionnée est près de quinze fois supérieure à la valeur intermédiaire de 2018 et près de trois fois supérieure à la valeur cible.

Concernant cet indicateur « **Nombre de programmes d'observation, conservation et/ou protection de la biodiversité soutenus** », les projets viennent en soutien à plusieurs programmes, à l'instar du projet "Grands Lacs Alpains - Préservation des espèces, milieux, continuités et paysages" porté par le Conservatoire du Littoral (projet multi-partenarial).

L'indicateur « **Nombre d'ouvrages de restauration de continuités soutenus** » devrait également largement dépasser la cible.

Concernant l'indicateur « **Nombre de plan d'actions territoriaux de protection de la biodiversité soutenus** », quatre projets contribuent fortement à la valeur de cet indicateur :

- Déclinaison de la Trame Verte et Bleue (TVB) sur le territoire du Parc naturel régional du Verdon (porté par le SM du PNR du Verdon), avec une valeur conventionnée de 8.
- Conservation de la flore patrimoniale des Alpes : mise en œuvre par le réseau Alpes-Ain de conservation de la flore (projet multi-partenaires, porté par le CBNA), avec une valeur conventionnée de 7.
- Mise en œuvre du plan de gestion de la réserve naturelle des Partias et études de faisabilité pour l'extension du périmètre de la RNR (porté par la LPO PACA), avec une valeur conventionnée de 4.

Le taux de certification de l'axe 1 est encore très faible, avec 1,43% des dépenses totales programmées qui sont certifiées dans le cadre de l'OS1 (espaces valléens), aucune dépense n'étant certifiée dans le cadre de l'OS2. Ce niveau très bas de certification doit être explicité (insuffisance des ressources humaines pour la validation et la certification des dépenses, délais de l'autorité de certification, difficultés des projets à remonter les dépenses, retards dans l'exécution des projets, présentation de nombreuses dépenses inéligibles...) afin d'analyser les perspectives de risque de dégagement d'office ainsi que d'attribution de la réserve de performance. Grands Lacs Alpains - Préservation des espèces, milieux, continuités et paysages. Le projet doit contribuer directement à 3 DOCOB Natura 2000 : Lac du Bourget, Lac d'Annecy, Lac Léman.

--

Axe prioritaire	2 - Structurer et consolider la filière alpine de la transformation du bois pour la construction
-----------------	--

Avec une maquette de 6M€ de FEDER, l'axe 2 représente 18% du POIA. Cet axe se caractérise fin décembre 2016 par un nombre limité de projets programmés (une douzaine) mais par des budgets élevés dus aux opérations d'investissements matériels. Le budget moyen par projet est de 718 000€ contre 250 000€ pour l'ensemble du programme.

Aucun projet n'a été programmé en 2015. En revanche, la dynamique s'est sensiblement accélérée en 2016 avec 1,66M€ de FEDER programmé soit 27,7% de la maquette (ce qui est légèrement inférieur à la moyenne du programme). Si l'on prend en considération les contreparties nationales, la programmation totale est relativement élevée (71,81% de la maquette) du fait de l'importance de l'apport des bénéficiaires privés confrontés aux limites des aides d'Etats. De fait, le taux de FEDER mobilisé est peu élevé (19,33%) comparativement à la moyenne du programme (37,39%).

Si le nombre de projets programmés au sein de l'axe 2 demeure limité, on peut noter la qualité des dossiers déposés avec seulement deux projets non sélectionnés au cours des premiers appels à proposition. Par ailleurs, l'ensemble des projets déposés a été considéré « recevable » et « éligible ». Il faut cependant noter les contraintes administratives importantes auxquelles peuvent être confrontés les petits porteurs de projets privés (pour la remontée des dépenses notamment). Celles-ci peuvent engendrer des délais de paiements ce qui, dans le cas d'une activité privée, peut se révéler particulièrement dommageable. Face à cette situation, une vigilance accrue doit être portée sur les capacités administratives des bénéficiaires.

Bien que cette évolution de la programmation soit globalement positive d'un point de vue budgétaire, le faible nombre de bénéficiaires pose la question de l'impact de cet objectif spécifique à l'échelle du programme. A ce sujet il faut prendre en considération le segment ciblé sur lequel se positionne l'axe 2 (bois de seconde transformation dans une perspective de certification). Comme évoqué précédemment, les contraintes administratives propres aux FEDER limitent également le nombre d'entreprises susceptibles de bénéficier de ce type de financement.

En 2016, 2 groupes de travail « forêt bois », avec l'ensemble des acteurs de la filière bois du massif des Alpes se sont tenues réparties dans le massif à Sisteron et Voiron. L'animation sur cet axe a donc été renforcée grâce à ces groupes, aux rencontres régulières avec les partenaires et à l'amélioration de la communication, en passant notamment par le réseau alpin de la forêt de montagne.

12 dossiers ont été programmés sur l'Axe 2 OS3 représentant 1 666 040,40 € pour un coût total éligible de projets de 8 617 714,21 € ; un dossier a été reprogrammé.

Outre les projets de modernisation et de diversification de leurs activités par la

labellisation Bois des Alpes portés par des entreprises privées, l'année 2016 est caractérisée par la programmation de dossiers d'animation et de mise en réseau des deux Unions Régionales des Communes Forestières de Provence Alpes Côte d'Azur et d'Auvergne Rhône Alpes, de l'Association Bois des Alpes et de Fibois Ardèche Drôme permettant la couverture de l'ensemble du Massif.

Concernant l'axe 2 – OS 3, les indicateurs conventionnés dépassent les cibles du cadre de performance, sans réalisation à fin 2016 au regard de des dates de démarrage des opérations.

Concernant les perspectives financières, il n'y avait aucune dépense certifiée sur cet axe en décembre 2016. Le montant des dépenses remontées est de 2,57M€ soit 90% de la valeur intermédiaire fixée pour 2018 (2,88M€). Si la programmation évolue positivement, il sera nécessaire d'accélérer sensiblement la certification des dépenses pour atteindre les objectifs du cadre de performance et dépasser le seuil fixé pour le dégagement d'office (1,86M€ à l'échelle du programme).

Axe prioritaire	3 - Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
-----------------	---

Avec 5M€ d'euros de FEDER, l'axe 3 représente 14,7% de la maquette du POIA.

Au 31 décembre 2016, le montant de FEDER programmés dans l'OS4 était de 0,2M€ (8,37% de la maquette de l'axe) pour un total programmé de 0,8M€ (14,7% de la maquette) ce qui est un taux assez faible par rapport à la moyenne du programme (28.25% de FEDER programmé sur l'ensemble des axes).

Cette situation est notamment due au faible nombre de projets sélectionnés ainsi qu'à la faiblesse du budget moyen par projet (120 000€), ceux-ci portant essentiellement sur la réalisation de stratégies, d'études, d'actions d'évaluation et d'information.

Aucun montant n'a été programmé en 2015. La programmation s'est ensuite accélérée entre 2016. En décembre 2016 il n'y avait pas de dépenses certifiées pour l'axe 3 et aucune dépense présentée par les bénéficiaires. L'absence de dépenses présentées ne permet pas d'avoir de visibilité sur la dynamique du processus d'instruction pour les mois à venir.

La dynamique de programmation est positive avec, outre les 2 projets programmés, 10 projets en cours d'instruction ou en attente d'instruction. Cependant, la faiblesse des budgets par projets nécessiterait d'accélérer le rythme de programmation, de remontée des dépenses et de certification pour atteindre la cible de 2,4M€ fixée par le cadre de performance pour 2018.

Les projets de « recherche action » de l'OS 4 « Gestion des Risques Naturels » nécessitant une expertise technique approfondie, un Comité d'expert scientifique regroupant universitaires et services techniques de l'Etat a été mis en place pour formuler un avis et évaluer les projets dans le cadre de l'instruction. Un travail

partenarial a été également engagé pour définir une méthodologie de sélection des TAGIRN – Territoire Alpin de Gestion Intégrée des risques Naturels. Cependant, aucune structure n'a souhaité assurer le pilotage de la démarche de labellisation et l'Autorité de Gestion n'était pas adaptée pour la piloter dans la mesure où la labellisation dépasse le cadre du POIA.

De plus, la démarche de labellisation « TAGIRN » des territoires a été jugée trop lourde pour l'enveloppe de FEDER mobilisable (environ 3 M€). L'Autorité de Gestion a donc pris la décision de ne pas procéder à cette labellisation. Cette décision est sans effet sur l'atteinte du cadre de performance.

2 dossiers ont été programmés pour 157 816 € de FEDER et 315 632 € de coût total éligible. Les 2 dossiers concernent des démarches exemplaires en matière de Gestion Intégrée des Risques Naturels portés d'une part par un territoire de projet Pôle d'Equilibre Territorial Rural et d'autre part par une Communauté de Communes, les 2 territoires régionaux de Provence Alpes Côte d'Azur et d'Auvergne Rhône Alpes étant ainsi couverts par la démarche.

Concernant l'axe3 – OS 4, les indicateurs conventionnés sont en deçà des cibles du cadre de performance. Cela s'explique par le démarrage assez tardif de la programmation sur cet axe. L'année 2017 devrait permettre de rapprocher les indicateurs conventionnés et réalisation de la cible 2018.

Axe prioritaire

4 - Assistance technique du programme

POIA – CIRP du 21/03/2016 – 419 553,90€ participation UE

La Région a, le 31 août 2016, été officiellement désignée par le Premier Ministre comme Autorité de gestion du Programme Opérationnel Interrégional Massif des Alpes 2014-2020, démontrant ainsi sa capacité à gérer les fonds européens, dans le cadre d'un système de gestion et de contrôle sécurisé et performant. Cette désignation va permettre à la Région d'obtenir le remboursement par la Commission européenne des paiements réalisés auprès des porteurs de projets du territoire régional. Un premier appel de fonds a ainsi pu être organisé à la fin de l'année 2016.

En 2016 le dossier d'assistance technique 2014-2016 du POIA a été programmé.

Le remboursement du 50% des dépenses de fonctionnement engagées par la Région pour la gestion des fonds européens sera ainsi demandé dans le cadre du premier appel de fonds 2016.

La programmation 2016, tous programmes confondus, a été soutenue par la consultation fréquente des instances de suivi et de programmation des Programmes (en 2016, 7 Comités de programmation interfonds, 4 Comités de programmation interrégionaux du POIA, et 4 Comités de suivi ont été organisés).

Un effort particulier a, par ailleurs, été engagé en 2016 en matière de communication. Le site internet www.europe.regionpaca.fr s'est affirmé comme étant un outil central de la communication régionale en matière de fonds européens au soutien de la

programmation. Une campagne d’affichage dans les TER sur l’engagement des fonds européens par la Région a été réalisée au mois de septembre 2016. La participation de la Région pour la première année à la manifestation « Joli mois de l’Europe » du 7 mai 2016, aux côtés de 36 partenaires (institutions et associations) a représenté aussi un temps fort en matière d’actions de communication avec plus de 8000 participants qui ont exprimé un très bon niveau de satisfaction du déroulement global de la Fête de l’Europe 2016.

Après l’approbation des Plans d’évaluation pluriannuels des programmes européens au mois de décembre 2015, l’année 2016 a, par ailleurs, été consacrée à la préparation des premières évaluations de mise en œuvre des programmes 2014-2020. Quatre marchés d’évaluation tournés vers l’optimisation de la performance des programmes vont être lancés à la fin de l’année 2016.

Enfin, les premiers Rapports sur la Mise en Œuvre (RAMO) du PO FEDER/FSE, du POIA et du Programme de Développement Rural 2014-2020 ont été transmis à la Commission européenne, au titre des exercices 2014 et 2015.

11.2. Mesures spécifiques prises pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et prévenir la discrimination, en particulier concernant l'accessibilité pour les personnes handicapées, et les dispositions visant à garantir l'intégration de la dimension «hommes-femmes» au niveau du programme opérationnel et des opérations [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point e), du règlement (UE) n° 1303/2013]

S’agissant de **l’égalité des chances et de la non-discrimination**, ainsi que de **l’égalité hommes femmes**, le programme prévoit leur intégration dans tous les documents relatifs à la durée de vie des opérations cofinancées (demande de subvention, instruction, bilan, contrôle de service fait). Un système de suivi et d’évaluation permet de mesurer leur prise en compte notamment en termes de crédits alloués et d’effets sur les personnes. Le programme prévoit également le développement d’outils d’observation des discriminations, de sensibilisation et d’accompagnement des victimes potentielles, la formation et l’accompagnement des professionnels, etc. Les AAP exigent des projets, lorsque cela est pertinent au regard des objectifs environnementaux, qu’ils s’inscrivent dans le cadre des stratégies régionales - stratégie globale pour la biodiversité (SGB) et schéma régional de cohérence écologique (SRCE) - et soient en cohérence avec les stratégies Natura 2000 (ex. de critères d’éligibilité de l’OS2).

Parmi les critères de sélection des projets, on trouve également :

- La contribution du projet aux objectifs du PO liés au développement durable, celui-ci étant très axé sur les problématiques environnementales (ex. contribution à la diminution du nombre d’espèces et naturelles alpines et habitats menacés pour l’OS2 ; intégration des exigences d’efficacité énergétique et d’utilisation des matériaux biosourcés et des ressources locales, notamment pour les actions d’investissement, une attention particulière étant portée aux constructions en Bois des Alpes, pour l’OS1/espaces valléens, en cohérence avec les actions de l’OS3).
- La prise en compte des principes horizontaux par le projet (« Prise en compte des

principes horizontaux (égalité hommes-femmes, développement durable, lutte contre les discriminations » dans les critères relatifs à la contribution du projet aux objectifs du PO).

- La qualité du projet en lien avec des enjeux environnementaux (ex. pour l'OS2 : contribution à la protection/restauration de la biodiversité alpine en référence aux listes des espèces menacées alpines d'intérêt communautaire, ou d'un habitat naturel alpin ; la contribution à la régulation des pressions anthropiques, notamment lors des périodes de fortes fréquentations touristiques) ou des enjeux liés à l'égalité et la non-discrimination (ex. pour l'OS1/actions interrégionales : impact sur la découverte et l'accueil en montagne des publics jeunes et des populations à revenu modeste).
- La contribution aux indicateurs du PO, parmi lesquels de nombreux indicateurs environnementaux (axes 1 et 3).

Le guide du candidat comporte une partie détaillée dédiée aux principes horizontaux, avec des conseils méthodologiques pour l'intégration de ces principes dans le projet, et pour chacun de ces principes :

- Des chiffres clefs en France et en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- Des idées de critères pour le diagnostic réalisé par le porteur de projet.
- Des pistes pour agir dans sa structure et dans son projet.

Une annexe relative aux principes horizontaux expérimentée en 2016 pour les AAP FEDER (entreprises et ITI) et généralisée en 2017 auprès de l'ensemble des porteurs FEDER et FSE.) sera également mise en place pour les porteurs du POIA.

11.3. Développement durable [article 50, paragraphe 4, et article 111, paragraphe 4, deuxième alinéa, point f), du règlement (UE) n° 1303/2013]

Concernant le **développement durable**, le programme prévoit des actions d'accompagnement, d'information de sensibilisation à l'attention des bénéficiaires et des différents intervenants. Des formations sont mises en place à destination des bénéficiaires mais également des instructeurs et partenaires du programme. Lorsque c'est pertinent, le programme inclut des critères d'éco-conditionnalité dans les APP. Le programme utilise également les outils fournis par la Commission européenne (NECATER, CO2 Compare) pour évaluer l'impact du carbone des projets financés par le PO.

Nombre de projets présentés dans le cadre du POIA ont un caractère exemplaire en matière de développement durable par la nature même des structures porteuses ou de leur objet ou encore par les objectifs poursuivis dans le cadre de la mise en œuvre du PO.

Les AAP exigent des projets, lorsque cela est pertinent au regard des objectifs environnementaux, qu'ils s'inscrivent dans le cadre des stratégies régionales - stratégie

globale pour la biodiversité (SGB) et schéma régional de cohérence écologique (SRCE)
- et soient en cohérence avec les stratégies Natura 2000 (ex. de critères d'éligibilité de l'OS2).

Parmi les critères de sélection des projets, on trouve également :

- La qualité du projet en lien avec des enjeux environnementaux (ex. pour l'OS2 : contribution à la protection/restauration de la biodiversité alpine en référence aux listes des espèces menacées alpines d'intérêt communautaire, ou d'un habitat naturel alpin ; la contribution à la régulation des pressions anthropiques, notamment lors des périodes de fortes fréquentations touristiques),...

11.4. Communication des données relatives au soutien affecté aux objectifs liés au changement climatique [article 50, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 1303/2013]

Axe prioritaire	Amount of support to be used for climate change objectives (EUR)	Proportion of total allocation to the operational programme (%)
1	970 031,20	4,45%
3	63 126,40	1,26%
Total	1 033 157,60	3,04%

11.5. Role of partners in the implementation of the programme

En 2016, des cellules d'animation technique conjointes ont été mises place. Ce sont des réunions techniques qui rassemblent les partenaires du POIA : les deux régions Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Commissariat de Massif (Etat) et le cas échéant en fonction de l'ordre du jour et des points abordés les services opérationnels des deux régions concernées. Ces instances ont pour but de faire ensemble un point d'avancement sur les dossiers déposés, sollicitant souvent des co-financements Région et/ou Etat. 8 cellules se sont tenues en 2016 et ont eu comme résultats d'améliorer la communication entre partenaires, le rythme de la programmation POIA, la compréhension commune et partagée des attendus du POIA

En 2016, suite aux élections régionales, les comités de suivi (CDS) et comités de programmation (CRP) ont été modifiés par deux délibérations du Conseil régional, le 26 janvier et le 8 avril 2016, portant sur la nomination des nouveaux représentants de la région Provence Alpes Côte d'Azur et de la région Auvergne Rhône Alpes au sein de ces instances. Le CRP comprend 150 membres et le CDS 250, issus d'organismes représentatifs du partenariat tel que défini dans le règlement intérieur.

Il s'est tenu quatre CRP le 4 avril, le 30 juin, le 8 novembre et le 12 décembre. L'ordre du jour de ces comités a porté sur l'avis des membres du comité sur la programmation des dossiers proposée par les services instructeurs. Le comité d'avril a aussi permis la

validation de la modification du RI après la suppression de l'arrêté du président du conseil régional post CRP.

Deux CDS ont eu lieu : le 27 mai en présentiel à Marseille et le 27 décembre sous forme dématérialisée. Le CDS de mai a permis la validation du RAMO 2015 et lors de la réunion technique qui l'a précédé ont été également discutés l'état de la programmation et le plan d'action évaluation 2016. Au CDS de décembre ont été validés les critères de sélection, les plans d'action 2017 pour la communication et l'évaluation et la révision du plan d'évaluation. La stratégie de programmation et les appels à proposition 2017 ainsi que l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme ont été discutés pendant la réunion technique.

Ces deux comités ont été l'occasion de visites de projets : en mai, la Cinémathèque des Alpes pour le projet « Valorisation du patrimoine audiovisuel alpin » et le Conservatoire national botanique alpin pour les projet « Des semences d'espèces sauvages locales pour la restauration d'espaces dégradés en montagne alpine » et « Bilan et amélioration de la connaissance de la bryoflore des Alpes françaises, catalogue de la bryoflore et fiches de synthèses sur les espèces d'intérêt communautaire ». En décembre, une visite a été effectuée à Hyères chez la Ligue de protection des oiseaux PACA.

Tous les documents nécessaire aux consultations sont diffusés sur le site « L'Europe s'engage en PACA » et les, lorsque les consultations se font par voie électronique, les membres peuvent exprimer leurs observations ou leurs avis à l'aide de fiche remarques adressées sur la boîte fonctionnelle autoritédegestion@info-regionpaca.fr et diffusées à l'ensemble du partenariat sur le site internet. Lors des comités POIA 2016, huit fiches remarques ont été envoyées pour les CIRP et cinq pour le comité de suivi.

12. INFORMATIONS ET ÉVALUATION OBLIGATOIRES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, PREMIER ALINÉA, POINTS A) ET B), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013

12.1. Les progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'évaluation et le suivi donné aux résultats des évaluations

L'Autorité de Gestion a fait évoluer le plan d'évaluation du POIA au cours de l'année 2016. Dans un premier temps, les modifications ont été discutées lors des réunions techniques préalables au Comité de Suivi du 27/05/2017 puis adoptées dans une nouvelle version du plan d'évaluation au cours du Comité de Suivi du 27/12/2017. La principale modification: suppression des études flash remplacées par une évaluation de mise en œuvre renforcée. Cette évaluation de mise en œuvre reste située dans la période 2016-2018 poursuivant l'objectif principal d'optimiser la performance du PO.

L'évaluation de mise en œuvre du POIA

La consultation pour l'attribution du marché d'évaluation de mise en œuvre a été lancée le 21/11/2016. L'exécution de la prestation se déroulera donc au cours de l'année 2017. Le budget prévisionnel alloué à l'évaluation est de 66 500€ HT. La définition du besoin et du questionnement évaluatif a fait l'objet de réunions spécifiques au cours de l'année 2016. Les questions d'évaluations inscrites au cahier des charges sont les suivantes :

1 – Dans quelle mesure l'animation favorise-t-elle bien l'émergence de projets de qualité?

L'animation territoriale joue un rôle essentiel dans l'atteinte des objectifs car elle permet de toucher les bons porteurs de projet et d'assurer la qualité du projet déposé. En plus des services opérationnels des Régions AuRA et PACA et du CGET, des structures tierces assurent un rôle d'animation et de relais sur les territoires sur les OS1, OS 3 et 4 : les Espaces valléens pour l'OS1 ; le PARN (Pôle Alpin d'études et de recherche pour la prévention des Risques Naturels) pour l'OS 4 ; l'URACOFOR (Union Régionale des Associations de Communes Forestières) et les CRPF (Centre Régional de la Propriété Forestière) des régions PACA et AuRA ainsi que diverses associations sur l'OS 3. Le titulaire devra fournir à la fois une analyse des réseaux d'acteurs à une échelle interrégionale sur l'ensemble des OS ainsi qu'une évaluation du caractère structurant des projets et de leur adéquation avec les objectifs du programme.

2 - Dans quelle mesure les démarches collectives (labels, stratégies, plan d'action, ...) favorisent-elles bien l'atteinte des objectifs du programme?

Plusieurs priorités d'investissement du POIA reposent sur des démarches collectives visant à faciliter l'atteinte des objectifs spécifiques : Espaces Valléens pour l'OS 1, Bois des Alpes pour l'OS 3, TAGIRN pour l'OS 4. Sans remettre en cause celles-ci, la Région s'interroge sur l'apport de ces labels à une mise en œuvre plus efficace du PO et sur les synergies existantes avec la logique de programmation notamment dans le cadre d'une programmation orientée sur les résultats et l'atteinte des objectifs du PO. Le label « Espace Valléens » : créé par le partenariat de Massif (Région PACA, AuRA, le CGET) en 2007-2013 afin de faire émerger des projets de diversification touristique dans une optique de conservation, protection et développement du patrimoine naturel et culturel alpin. Pour l'heure une trentaine d'EV ont été labellisés et d'autres sont en cours de labellisation couvrant la quasi-totalité du massif. La labellisation des EV est un

préalable à l'éligibilité des fonds POIA sur l'OS 1. Dans quelles mesures ce mécanisme permet-il bien une mise en œuvre efficace du programme ? Quelle est la pertinence de l'échelle territoriale retenue ?

Le label « Bois des Alpes » : L'intervention du POIA en direction de la filière bois se concentre sur la consolidation du secteur de la transformation de bois d'œuvre dans le cadre de la dynamique de certification interrégionale « Bois des Alpes » au travers de deux objectifs : la modernisation des PME du secteur engagées dans la démarche interrégionale de certification, la structuration et l'adaptation au marché local des acteurs de la filière par l'accompagnement de démarches collectives interrégionales. Dans quelles mesures cette certification est-elle bien adaptée à la logique de programmation des FESI ?

Le label « TAGIRN » (Territoires Alpains de Gestion Intégrée des Risques Naturels) : Le soutien du POIA à la Gestion Intégrée des Risques Naturels dans les Alpes s'appuie sur l'émergence de nouveaux territoires supports (TAGIRN). Cette intervention est ciblée sur l'accompagnement d'un nombre restreint de dynamiques territoriales de gestion intégrée (les TAGIRN) mais qui reste pertinent au regard des risques naturels pesant sur leur population. Ce soutien au développement des connaissances et des outils de gestion des risques prendra appui sur un nombre également limité mais à fort potentiel de transférabilité sur le reste du massif. Dans quelles mesures ce mécanisme permet-il bien une mise en œuvre efficace du programme ?

3 – Quelles sont les forces et faiblesses du caractère interrégional du PO ?

La Région s'interroge sur la plus-value de l'interrégionalité du programme dans un souci de recherche d'efficacité des politiques publiques, aussi bien sur la recherche de performance (atteinte des objectifs) que sur les modes de gestion. Le caractère interrégional du programme opérationnel implique également un défi organisationnel : chaque projet doit faire l'objet d'un consensus entre la Région PACA, la Région AuRA et le CGET massif.

4 – Quelles leçons tirer des résultats de l'étude pour la préparation de la révision du programme ?

Dans le cadre d'une future la révision à mi-parcours du programme, la Région s'interroge sur la pertinence des axes thématiques proposés par le POIA pour les territoires et leur réalité économique. De plus, existe-t-il des nouveaux besoins émergents des territoires qui pourraient être intégrés au POIA sous la forme d'un nouvel axe thématique ?

Les réponses à ces questions seront accompagnées d'un bilan des réalisé par le prestataire. Le rapport final de l'évaluation de mise en œuvre est attendu pour le second semestre 2017.

AUTRES ACTIONS PREVUES AU PLAN D'EVALUATION :

- Tel que prévu dans le plan d'évaluation, les agents de l'Autorité de Gestion en charge de la rédaction, de l'exécution et du suivi du plan d'évaluation ont suivi une formation intitulée « *Elaborer et mettre en œuvre une commande d'évaluation* ». Cette formation organisée les 8 et 9 juin 2016 par la Société Française d'Evaluation a permis aux agents de se préparer au mieux au lancement des marchés d'évaluation de mise en œuvre fin

2016 et d'optimiser le travail sur les termes de référence des prestations attendues.

- L'Autorité de Gestion a également participé à la conférence de la Commission Européenne organisée à Sofia (Bulgarie) les 16 et 17 Juin 2016.

- L'Autorité de Gestion a poursuivi son engagement au sein des groupes de travail nationaux sur la thématique de l'évaluation et est notamment intervenue à l'occasion d'un séminaire national organisé par la Société Française d'Evaluation sur le thème de « l'organisation de la fonction évaluation : structuration au moyen des plans d'évaluation ».

12.2. Les résultats des mesures d'information et de publicité relatives aux Fonds, prises en application de la stratégie de communication

Au regard des exigences réglementaires en matière de publicité du programme, l'Autorité de gestion a déployé en 2016, les actions suivantes :

L'évènement annuel en 2016 s'est traduit par le comité de suivi du 27 mai qui a permis de mettre en avant les possibilités de financements et de présenter des réalisations concrètes des programmes opérationnels avec l'intervention argumentée de trois bénéficiaires. Un point d'avancement sur la programmation et les plans d'actions à venir ont été présentés. L'ensemble du partenariat a ainsi pu de manière privilégiée prendre connaissance des avancements et réalisations et des réponses ont pu être apportées aux questions relatives aux futurs appels à projets.

Le site internet dédié aux fonds européens (www.europe.regionpaca.fr), enregistre une fréquentation en augmentation par rapport à l'année 2015. En 2016, le périmètre du site a été étendu aux programmes de Coopération Territoriale et aux programmes thématiques européens. Cet outil couvre largement plusieurs cibles :

- Le grand public avec la rubrique « Que fait l'Europe dans ma Région ? » où l'on peut y trouver une carte de géolocalisation des exemples de projets financés sur le territoire.
- Les porteurs de projets potentiels avec la rubrique « Appels en cours », page très visitée au regard des chiffres Google Analytics.
- Les bénéficiaires avec la rubrique « Je suis bénéficiaire » qui reprend l'ensemble des obligations réglementaires en matière de publicité ainsi que tous les modèles types de documents pour faciliter la mise en œuvre de ces obligations.
- Le partenariat régional avec un espace partenaire dédié très développé qui comprend l'ensemble des documents des comités régionaux de programmation et des comités de suivi.

Le recueil de fiches projets : cet outil a été développé en interne en 2016. Le concept consiste à valoriser des projets par tous les programmes européens en Région. Chaque projet est présenté sur une fiche A4. La version 1 diffusée le 1er avril 2016 comprenait 72 fiches projets. La version 2 diffusée le 3 octobre 2016 comprenait 170 pages. Le recueil est disponible en version imprimée et en version numérique. Ainsi chaque fiche

correspondant à un point géographique sur une carte interactive disponible sur le site www.europe.regionpaca.fr. La fiche est consultable lorsque l'on clique sur le point.

Chaque fiche, à la demande, peut être extraite du recueil et adressée aux médias, au CGET. Cela facilite la sélection et la valorisation des projets financés par les fonds structurels.

Cet outil a connu un grand succès auprès de l'ensemble de notre partenariat.

Conformément à la stratégie de communication, les outils suivants ont été développés :

- **Un mini guide à l'attention des porteurs de projet**
- **Le guide du candidat FEDER-POIA**
- **Une affiche sur le Fonds Européen de Développement Economique Régional – Massif Alpin**
- **Des flyers de promotion du site internet www.europe.regionpaca.fr**
- **Deux Oriflammes Europe – Région pour les manifestations et réunions sur les territoires**
- **Un kakemono FEDER-Massif Alpin déployé lors des réunions et manifestations**

Les autres grandes actions significatives déployées en 2016 sont les suivantes :

- **Une grande campagne publicitaire** dans les Trains Express Régionaux a été organisée pendant 4 mois (Août à Novembre) couvrant plus de 942 emplacements d'affichages dans les trames des trains express régionaux
- **Notre participation à la Fête de l'Europe** au cœur de la Ville de Marseille, en partenariat avec le Département, la Ville de Marseille, la Représentation de la Commission européenne à Marseille. Evènement qui a accueilli plus de 8000 participants avec 20 animations sur la thématique « Europe » et 36 parties prenantes (associations, Maisons de l'Europe, Centre d'informations Europe Directe, etc.).
- **Participation au Joli Mois de l'Europe** : 22 évènements labellisés en Région en partenariat avec la Représentation de la Commission européenne à Marseille ont été référencés sur le site www.europe.regionpaca.fr. Un accompagnement spécifique a été mené auprès des organisateurs dans la mise en œuvre de leur communication. Une visibilité nationale de ces évènements a été assurée en coordination avec le Commissariat à l'Egalité des Territoires sur le site www.europe-en-france.gouv.fr
- **Un plan d'insertions médiatiques** a été réalisé en 2016 auprès de la presse régionale. Tous les départements ont été couverts par le biais de la presse quotidienne régionale payante et gratuite.

Des actions inscrites au plan d'actions 2016 ont été reportées en 2017 car elles n'ont pu être finalisées dans l'année :

- Film d'animation sur l'impact des financements européens pour les citoyens
- Web série (témoignages de bénéficiaires)
- Portes-ouvertes des projets financés

Deux actions n'ont pas été mises en œuvre et seront remplacées par d'autres actions en 2017 :

- Europe Mobil
- Revue de presse en ligne « Scoop it ! »

Enfin, en matière d'information et de communication auprès des bénéficiaires, l'accompagnement individualisé se poursuit avec des conseils prodigués aux bénéficiaires dès qu'une demande en ce sens est formulée auprès de nos services. Leurs supports de communication peuvent nous être soumis pour avis avant impression et diffusion. Le kit communication mis en ligne sur le site internet avec des modèles types téléchargeables fonctionne très bien. On peut constater une bonne appropriation des règles de publicité.

Une veille est également assurée par nos soins sur les sites internet des bénéficiaires et de nos organismes intermédiaires pour les aider à remplir leurs obligations réglementaires.

13. ACTIONS MENÉES POUR SATISFAIRE AUX CONDITIONS EX ANTE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 4, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013] (LES DONNÉES PEUVENT ÊTRE INCLUSES DANS LE RAPPORT À PRÉSENTER EN 2016. — VOIR LE POINT 9 CI-DESSUS) (DONNÉES REQUISES DANS LE RAPPORT PRÉSENTÉ EN 2017 - OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)

Non validé

14. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE AJOUTÉES, EN FONCTION DU CONTENU ET DES OBJECTIFS DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL [ARTICLE 111, PARAGRAPHE 4, DEUXIÈME ALINÉA, POINTS A), B), C), D), G) ET H), DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

14.1. Les progrès de la mise en œuvre de l'approche intégrée de développement territorial, y compris le développement des régions confrontées à des défis démographiques et à des handicaps permanents ou naturels, le développement urbain durable et le développement local mené par les acteurs locaux, relevant du programme opérationnel

Les auditions et la sélection des espaces valléens, territoires de projets pour la diversification touristique dans les Alpes, contribuent à la mise en œuvre d'une démarche intégrée de développement territorial. Leur sélection a été faite sur la base d'une grille d'analyse évaluant la stratégie et le plan d'actions proposé. Plusieurs comités de sélection se sont tenus, en présence des deux régions et du commissariat de massif (un comité de sélection pour évaluer la stratégie et un comité de sélection pour évaluer le plan d'actions). En 2016, se sont tenus le comité de sélection des plans d'actions des 30 premiers espaces valléens, et le comité de sélection des stratégies des 5 nouveaux espaces valléens.

14.2. Les progrès accomplis dans la réalisation d'actions visant à renforcer les capacités des autorités nationales et des bénéficiaires à gérer et à utiliser les Fonds

14.3. Les progrès accomplis dans la réalisation d'éventuelles actions interrégionales et transnationales

Au-delà des groupes thématiques mis en place à une échelle interrégionale par les partenaires du POIA pour travailler sur des enjeux communs à l'ensemble du massif (itinérance, évaluation, etc.), plusieurs projets ont été programmés en 2016, comme un projet visant à qualifier l'offre touristique des parcs nationaux alpins (porté par le Parc national du Mercantour) ou encore un projet visant à mettre en œuvre un dispositif pour préserver durablement la biodiversité des alpages face aux enjeux climatiques (porté par IRTSEA)

14.4. Le cas échéant, la contribution aux stratégies macrorégionales et aux stratégies relatives aux bassins maritimes

As stipulated by the Regulation (EU) No 1303/2013, article 27(3) on the "content of programmes", article 96(3)(e) on the "content, adoption and amendment of operational programmes under the Investment for growth and jobs goal", article 111(3), article (4)(d) on "implementation reports for the Investment for

growth and jobs goal", and Annex 1, section 7.3 on "contribution of mainstream programmes to macro-regional and sea-basin strategies, this programme contributes to MRS(s) and/or SBS:

La stratégie du POIA est cohérente avec les programmes transfrontaliers (ALCOTRA notamment) et la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine (SUERA)

A ce stade de la programmation il convient de déterminer comment les projets programmés au titre des axes d'intervention proposé par le POIA contribuent à la stratégie macro régionale alpine sur deux des trois piliers « assurer la croissance durable et promouvoir le plein emploi , la compétitivité et l'innovation en consolidant et diversifiant les activités économiques spécifiques afin de renforcer la solidarité mutuelle entre les zones urbaines et de montagne » (premier pilier) et « protéger la gestion durable des énergies et des ressources naturelles et culturelles tout en assurant la promotion et la préservation de la biodiversité et des espaces naturels » (troisième pilier). Le faible taux de certification ne permet pas de répondre de manière précise et significative la contribution du POIA.

- ☐ EU Strategy for the Baltic Sea Region (EUSBSR)
- ☐ EU Strategy for the Danube Region (EUSDR)
- ☐ EU Strategy for the Adriatic and Ionian Region (EUSAIR)
- ☐ EU Strategy for the Alpine Region (EUSALP)
- ☐ Atlantic Sea Basin Strategy (ATLSBS)

14.5. Les progrès accomplis dans la réalisation des actions en matière d'innovation sociale, le cas échéant

--

14.6. Les progrès accomplis dans l'exécution des mesures visant à répondre aux besoins spécifiques des zones géographiques les plus touchées par la pauvreté ou des groupes cibles les plus menacés de pauvreté, de discrimination ou d'exclusion sociale, et particulièrement des communautés marginalisées et des personnes handicapées, des chômeurs de longue durée et des jeunes sans emploi, en précisant, le cas échéant, les ressources financières utilisées

--

Non validé

15. INFORMATIONS FINANCIÈRES AU NIVEAU DE L'AXE PRIORITAIRE ET DU PROGRAMME [ARTICLE 21, PARAGRAPHE 2, ET ARTICLE 22, PARAGRAPHE 7, DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]

Non validé

16. CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE (OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)CROISSANCE INTELLIGENTE, DURABLE ET INCLUSIVE (OPTION: RAPPORT D'AVANCEMENT)

Informations et analyses concernant la contribution du programme à l'application de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive. Informations et analyses concernant la contribution du programme à l'application de la stratégie de l'Union pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

--

Non validé

**17. PROBLÈMES ENTRAVANT LA RÉALISATION DU PROGRAMME ET MESURES PRISES
— CADRE DE PERFORMANCE [ARTICLE 50, PARAGRAPHE 2 DU RÈGLEMENT (UE) N° 1303/2013]**

Lorsque l'évaluation des progrès accomplis concernant les valeurs intermédiaires et cibles définies dans le cadre de performance démontre que certaines valeurs intermédiaires et cibles n'ont pas été atteintes, les États membres doivent donner les raisons sous-jacentes de cet échec dans le rapport de 2019 (pour les valeurs intermédiaires) et dans le rapport final de mise en œuvre (pour les valeurs cibles).

--

Non validé

Documents

Intitulé du document	Type de document	Date du document	Référence locale	Référence de la Commission	Fichiers	Date d'envoi	Envoyé par
résumé à intention des citoyens	Résumé à l'intention des citoyens	12 juin 2017			résumé à l'intention des citoyens		